

# Synthèse Grand débat national

Débat organisé par Christine Hennion, députée des Hauts-de-Seine

21 février 2019

Bruno Ferry-Wilczek  
Modérateur

Murielle Lescop  
Rapporteur

Le public a été rassemblé autour de huit tables d'une moyenne de 8 personnes, pour débattre de chacun des deux thèmes proposés dans un premier temps. Puis un rapporteur pour chaque table a partagé les conclusions des échanges avec l'ensemble des participants dans un deuxième temps. Plusieurs supports étaient à la disposition des participants, dont le questionnaire établi par les organisateurs du grand débat national pour chaque grand thème.

## La fiscalité et les dépenses publiques

Dans les communications des rapporteurs on observe que la plupart des participants ont suivi le questionnaire mis à leur disposition. Ils se sont efforcés d'y répondre tout en élaborant des propositions. Plusieurs thèmes sont apparus :

- L'imposition universelle.
- La progressivité des taxes telles que la TVA et la CSG.
- Le coût des collectivités territoriales, qualifiées de millefeuille.
- L'usage renforcé des moyens technologiques et une rationalisation des services.
- La responsabilisation du citoyen par l'information de l'utilisateur sur le coût des services dont il est utilisateur.
- La simplification des aides sociales avec un meilleur contrôle de leur attribution et une répression des abus efficace.

La fiscalité est perçue comme un facteur de cohésion sociale et de solidarité. C'est pourquoi la plupart des rapporteurs ont proposé un impôt sur le revenu étendu à l'ensemble des citoyens, quitte à taxer un euro symbolique. Cependant les citoyens demandent à connaître le coût de collecte de l'impôt.

En contrepartie, des propositions sont faites pour ajuster la taxation au niveau des ressources des citoyens, comme par exemple une TVA ou une CSG progressive. La baisse de la taxation des produits de nécessité et des produits « sains » fait partie des pistes proposées.

L'ajout d'une tranche fiscale pour les plus riches a été évoqué. Une mise à plat totale du système fiscal est demandée, car il jugé inefficace. Dans cette logique, l'idée de taxer en fonction de la

nationalité et non en fonction du lieu de résidence à l'exemple des USA, afin de lutter contre l'évasion fiscale a été proposé.

On constate que le rétablissement de l'ISF réclamé par de nombreux citoyens lors des manifestations des Gilets Jaunes n'a pas rencontré l'intérêt du public présent. Bien au contraire, certains œuvrent pour la suppression de l'IFI et l'ISF jugés pénalisants pour notre économie.

Les citoyens ont clairement signifié leur rejet d'une hausse de la fiscalité, mais conscient des enjeux, ils plébiscitent les mesures d'économie sans cependant sacrifier les secteurs qui leur paraissent les plus importants :

- Santé, et plus particulièrement l'hôpital public
- Recherche
- Aides sociales qui doivent être rationalisées, pourquoi pas regroupées et gérées par des organismes communs, avec les mutuelles par exemple.
- La transition écologique avec une taxation allégée sur les produits Bio, une taxation écologique sur les secteurs émissifs.

Les économies à réaliser pour les participants sont à trouver dans la réorganisation de l'Etat et de ses multiples agences que les citoyens avouent ne pas bien connaître et dont ils ne perçoivent pas l'utilité. Ainsi la suppression de doublons nichés principalement dans les Collectivités territoriales, considérées comme une superposition d'organismes aux fonctions similaires s'impose en priorité. Le Conseil Economique et Social, bien que situé au niveau de l'Etat, est particulièrement visé. L'attachement à la commune et à la Région est clairement apparu. Cependant la suppression du Département ne semble pas toujours acquise. Les participants sont conscients que des corps intermédiaires sont nécessaires tels l'intercommunalité en milieu rural ou bien encore la Métropole et le Département en milieu urbain.

La chasse aux fraudes et la prévention des conduites à risques qui présentent un coût pour la société pourraient être des sources d'économies. Dans cette logique, l'idée d'un salaire parental a été proposée pour reconnaître le bénéfice pour la société d'aider les parents à s'investir dans l'éducation de leurs enfants. Ce serait une manière de prévenir la délinquance et son coût.

Les participants plébiscitent le recours aux nouvelles technologies pour alléger les frais de fonctionnement. Elles favoriseraient le regroupement des services publics et des aides, appelé de leurs vœux par les participants. Néanmoins, ils alertent le gouvernement sur le besoin de contact humain et d'accompagnement des démarches administratives. Ils proposent le développement de la polyvalence des fonctionnaires et la mise en place de guichets uniques.

Les niches fiscales sont remises en cause par certains, bien que leur utilité soit soulignée par d'autres.

La responsabilisation du citoyen est apparue comme un levier pour faire prendre conscience des enjeux économiques et de la nécessité de diminuer les dépenses de l'Etat. Dans ce but, l'enseignement de connaissances sur la dépense publique et de la pédagogie sur les sujets économiques dès l'enfance a été suggéré. La diffusion des coûts des services publics devrait s'imposer aux utilisateurs. En effet, une meilleure compréhension des dépenses publiques favoriserait peut-être la maîtrise des coûts et une meilleure acceptation de la fiscalité. La feuille d'impôt pourrait être un vecteur d'information, ainsi que les médias.

En conclusion, on constate que les citoyens, s'ils réclament que les recommandations de la Cour des Comptes soient mieux prises en compte pour rationaliser l'appareil étatique, et que le train de vie des élus soit réduit, ne veulent pas sacrifier le système social à « la Française ». C'est pourquoi le souhait d'harmoniser la fiscalité au niveau Européen est apparu aux yeux de nombreux participants comme une nécessité.

## L'Organisation de l'Etat et des services publics

Concernant l'organisation de l'Etat et des services publics, les participants ont à nouveau manifesté leur attachement à l'échelon communal et régional. Cependant, il n'est pas sûr que les citoyens soient prêts à voir disparaître le Département car ils sont attachés à une certaine proximité des services publics. La distance de 10 km est apparue dans les réponses.

Les intercommunalités et les métropoles sont les Collectivités territoriales les plus mal comprises. La prise de rendez-vous est manifestement appréciée à condition qu'il existe une certaine souplesse permettant de gérer l'urgence.

L'utilisation des services numériques est appréciée mais la disparition de contacts humains inquiète, notamment pour les personnes les moins à l'aise avec l'outil numérique, mais pas seulement. Certains services comme les services d'instruction des permis de construire nécessitent la présence d'agents capables de guider les usagers.

Le tout numérique ne séduit donc pas totalement car un besoin de conseil et de guidance se fait sentir face à des démarches complexes, ou potentiellement externalisées dans le privé. Pour développer la télémédecine par exemple il est nécessaire d'équiper l'ensemble du territoire en infrastructures numériques efficaces et d'encadrer les pratiques par du personnel compétent dont l'Etat seul peut être garant aux yeux de certains. Il est suggéré de soutenir les associations qui couvrent localement les zones blanches avec des moyens plus souples et moins coûteux que ceux des grands opérateurs.

Les services de l'Etat sont finalement assez mal connus et paraissent comporter de nombreuses strates avec des doublons.

Les pistes proposées regroupent plusieurs orientations :

- Des services avec des responsables polyvalents, capables d'orienter les usagers.
- Des services mobiles à déployer davantage par les mairies pour les services de proximité.
- Moins d'échelons, plus de liens et de transferts de données entre les administrations et convergence des services.
- Des questionnaires uniques avec des guichets uniques.
- Une gestion du personnel calquée sur celle du privé.

Les services à travailler sont les mêmes que ceux auxquels les participants ont manifesté leur attachement dans le thème précédent :

- Santé (Fonction hospitalière, télémédecine), Recherche, Petite Enfance, Dépendance, Justice, Education et Police.

Enfin, la proximité des services, telle la formation professionnelle qui doit être reliée aux bassins d'emplois, est jugée capitale.

Si l'on dénonce le manque de médecins et d'infirmiers dans les hôpitaux, on estime que les services de la Poste et des Impôts se sont améliorés.

Au final, il ressort que les compétences des différents organes de la fonction publique et de l'Etat sont mal connues et que leurs compétences se chevauchent. Un besoin de clarification et d'information semble indispensable. A l'inverse, la proximité avec les communes est appréciée. Cette dernière apparaît comme la collectivité idéale pour servir de guichet unique vers les autres collectivités, telles que le Département et la Région, plus spécifiquement dédiées à la planification et à la stratégie politique.

# Transcription des débats

## Thématique 1 **La fiscalité et les dépenses publiques**

### **Rapporteur 1**

Supprimer les mille-feuilles

Faire appel à des moyens Educatifs pour expliquer :

- Rapports cour des comptes.
- Notions d'économie à l'école pop plus sensible et répondre à ces thèmes.

Impôt plus juste

- plus juste en imposant le capital.
- Dès le premier euro gagné.

Grande réforme ;

- Supprimer l'IFI.
- Imposer l'ensemble des citoyens.
- harmoniser fiscalité européenne.

Réduire dépense publique :

- Fonctions territoriales : agences en tout genre, il faudrait simplifier action
- Gérer fonctionnaires comme dans le privé
- Supprimer les avantages des élus tels que :
  - Retraite à vie
- Supprimer les sénateurs.
- Lutter contre le travail au noir.
- Supprimer les niches fiscales.
- Simplifier aides sociales.

**Conclusion** : Il ne faut pas augmenter fisc mais pas non plus diminuer le montant des aides sociales mais rendre plus efficace leur gestion et effectuer des économies sur le fonctionnement des institutions, notamment en supprimant les doublons, en gérant la fonction publique comme dans le privé, et en étendant l'impôt à l'ensemble de la population tout en le rendant plus juste.

### **Rapporteur 2**

Sensibiliser le citoyen au coût des prestations qu'il reçoit à travers le budget de l'Etat :

- joindre descriptif sur feuille d'impôt.
- afficher dans services pub coûts.

CSG plus progressive associée aux revenus.

Impôt revenu symbolique pour tout le monde en augmentant en ajoutant tranche d'impôt

Rendre l'Etat plus efficace grâce à la numérisation des administrations publiques.

Baisse des impôts : TVA fait débat.

Augmenter publicité des travaux cours des comptes pour :

- La vulgariser.
- Information sur préconisations de la cour des comptes.

Intercommunalité etc. info sur ce que cela a généré comme coût.

Impôt plus efficace : pertinence des niches fiscales au moins expliquer à quoi cela sert. Est-ce la

## Grand Débat National

seule manière d'inciter ?

Augmenter lutte contre fraude fiscale.

Harmoniser entre pays européens.

Prendre en compte dans base fiscale aides reçues

Tva : tva différenciée selon produits pour favoriser aliments d'origine bio par rapport aliments gras etc. ce qui permettrait d'économiser les dépenses de santé.

Aides fiscales : souvent confisquées par les intermédiaires, par exemple le logement au m<sup>2</sup> plus cher.

Augmenter les impôts : non, en choisissant secteurs pertinents et en évitant l'Hôpital ou la Recherche.

Réduire dépense publique collectivité territoriale au niveau de la gestion du personnel, en luttant contre l'absentéisme.

Mille-feuille territorial : il faudrait supprimer les doublons.

Domaine d'économie : Conseil Economique et Social est inutile, l'Armée et la sécurité pourraient être regroupées.

Consensus ; dépenses sociales mais revoir conditions d'attribution.

Transition écologique : payer plus.

### Rapporteur 3

Responsabiliser les gens et effectuer un meilleur contrôle.

- Rationalisation des organisations.
- Plus de transparence sur qui fait quoi qui reçoit, meilleure connaissance des dépenses, impôts et ventilation.
- Campagnes d'information et pédagogie exemple : les soins, développer le préventif.

Contrôle des utilisations des aides

- Mieux appliquer : vérifier conditions d'attribution.
- Lutter contre fraude et réprimer.

Rationaliser gestion des aides sociales.

- Réduire organismes gestionnaires.
- Mieux connaître bénéficiaires.

Exemple : Sécurité sociale, doublons avec mutuelle deux frais de gestions productivité.

Plan de restructuration tous les ans.

### Rapporteur 4

Montant de la dépense soit évoqué dans les services ex : cout enseignement aux élèves, coût des soins pour les malades hospitalisés, spots télé rapides pour informer la fiscalité.

Enseignement de l'économie de manière plus simple.

Supprimer aides.

Assiette de l'impôt revue : universalité de l'impôt mais assurer revenu universel en contrepartie,

Supprimer IFI et l'ISF, harmoniser fiscalité entre les pays européens.

Suivre recommandations de la cour des comptes.

### Rapporteur 5

Remise en cause des statistiques des impôts.

Nomenclature qui intègre les retraites : puisse être validés par autorité indépendantes.

Questions

N°2 fiscalité juste : élargissant tranches et en créant une nouvelle tranche.

Revoir niches fiscales, Evasion fiscale.

N°4 : ne pas baisser impôts mais meilleure répartition.

N°5 : réduire les dépenses de l'état.

N°6 : organisation de l'état : mille-feuille territorial.

N°7 : élargir l'assiette et revoir le système fiscal.

Secteur renforcé : personne âgées

Question 8 : non

### **Rapporteur 6**

Diffusion des dépenses publiques rapportées à 1000 euros

TVA ; la plus injuste, produits de première nécessité, assiette plus large mais revoir les assiettes

Évasion fiscale : différentiel entre impôt payé en France et à l'étranger.

Succession : plafonds plus justes.

Taxes d'habitation supprimée ainsi que la TVA pour les plus fragiles

Autre répartition équilibrée

Dépense : lutte contre fraude embaucher plus de contrôleurs rentable.

Prévention des conduites à risque représenteraient un investissement en changeant les conduites qui ont un coût ex l'alcoolisme, la drogue, la Dépression etc.

Allocation familiale fait débat : les plus riches en ont-ils réellement besoin ?

Hausses sur la dépendance : comment financer hausse supplémentaire

### **Rapporteur 7**

Savoir combien coûte chaque service, cours auxquels nous assistons, Combien est investi

Réduire tva sur produits de première nécessité.

Uniformiser taxes européenne.

Niches fiscales.

Coût de collecte de chaque impôt.

Imposition : liée à la nationalité et non au domicile pour limiter évasion fiscale.

Réduire dépense publique (question 5).

Baisser en priorité : aides qui doivent favoriser transports, travail vie au quotidien.

Baisse coût collectivité territoriale.

### **Retraite**

Si quelqu'un s'arrête aura retraite inférieure si élève enfants contrairement à autre, salaire parentale car moins de délinquance société grandie équité meilleure à la retraite or on des retraites car on a des enfants : pérenniser et améliorer société grâce au salaire parental.

### **Précisions de Madame Hennion, Députée des Hauts-de-Seine**

Chiffres fournis par Eurostat :

La dette est effectivement plus importante : 110€ (rapportés à 1000€) au lieu de 37€ (rapportés à 1000€) présentés dans l'introduction au questionnaire du Grand Débat".

Cour des comptes : suivi des recommandations qui sont faites :

- 72 % des recommandations prises en compte
- Refus de mettre en œuvre : c'est-à-dire le droit de ne pas prendre tout en compte 6% à 7% sont refusées.

### **Débat**

**Intervention 1** : Transports en commun coûtent chers mais pistes cyclable moins chères or difficile à mettre en œuvre.

**Intervention 2** : Paradis fiscaux nombreux en UE personne n'y touche.

**Intervention 3** : Question : recul de l'âge de la retraite : définir âge de la retraite en fonction de la pénibilité afin d'augmenter le temps de travail.

## Thème 2 Organisation de l'état et des services publics

### Rapporteur 1

Services s'entrecroisent certains fichiers pourraient de regrouper.

Mauvaise connaissance de l'état.

Accroître décentralisation mais à moyens constants.

Maire : le plus attaché.

Distances d'accès pas de problème.

Solutions :

- Développement internet accéléré mais prendre en comptes zones blanches et connaissance des gens plus ou moins évident.
- Itinérance des services.
- Prise de rendez-vous.
- Mettre en cohérence.

Impôts, Poste se sont améliorés.

Ceux qui devraient évoluer: santé dans toutes ses composantes, dispensaire, revoir lien et territorialisation.

Fonction publique territoriale doit évoluer temps de travail congé abus indiqués par cour des comptes.

### Rapporteur 2

Attaché à la commune cependant intercommunalité dans zones de communes plus petites

Territoire géré par un Mille-feuille.

Éclaircir compétences, compétences région département, parfois absurdes. L'éclatement des compétences mènent à des différences de traitement, par exemple un collège sera mieux que le lycée car les investissements proviennent de sources différentes avec des moyens inégaux.

Plus de partage de base de données : une base unique, exemple en Belgique pour éviter de faire 10 fois même déclaration.

Tablette simplifiée pour les anciens, guichets de la mairie serait un guichet unique pour préfecture

Favoriser contrôles a posteriori pour économiser les données.

Service public qui a évolué : Impôts.

Service à travailler : santé, dépendance, justice, éducation : emplois du temps, etc.

Fonctionnement administratif : pratiques de motivation du Privé et recrutement du Privé pourraient faire évoluer les choses.

### Rapporteur 3

Meilleure adaptation au niveau de la numérisation économie d'échelle liée à technologie et innovation.

Plus d'informations, compte-rendu municipal plus accessible.

Moins d'échelons plus le lien et transferts de données entre les administrations et convergence des services.

Pas toujours informé sur différents services, mais trop d'échelons administratifs.

Commune très attachés puis Région (intercommunalité pas de succès).

Mission au Collectivités Territoriales : formation professionnelle proche des bassins emplois.

Répartition police municipale et Nationale, service pour petite enfance et télémédecine à développer, plus de Postes.

### Rapporteur 4

Administration complexe.

## Grand Débat National

Organisation doit évoluer vers décentralisation.

Trop d'échelons administratifs.

Attaché commune Région et intercommunalité pour petites communes, prête à supprimer le département.

Nouvelles mission au CT : dépenses sectorielles 5 items.

Accès aux services publics : ou la GC.

Déplacement distance 10 km.

Besoins : télé numérique et physique.

Internet : permis de construire mais service de renseignement local.

Accompagnement : prise en charge par agent on veut relation humaine.

Faire à noter à notre place : oui

Bonne chose : prise rendez-vous sous réserve de gérer l'urgence.

### Rapporteur 5

Millefeuille.

Mandats électifs très nombreux, sénateurs et députés à réduire.

Conseil économique et social à supprimer.

Connaissance des services : pas tranchés.

Trop d'échelons administratifs.

Commune fait l'unanimité.

Département ? Peut-être région.

Service publics : déplacement facilité en milieu urbain.

Besoins : beaucoup de zones blanches en France internet et portable.

Difficulté internet : prise en charge par contact humain.

Services publics de manière positive : impôts.

### Rapporteur 6

Trop d'échelons administratifs

Attaché à :

- La Région plus pertinente pour les décisions stratégiques.
- La commune la plus pertinente pour être l'interlocuteur des particuliers.

Mission au CT : non

En revanche il n'est pas souhaitable que l'Etat transfère au privé certains services, par ex contrôle routier.

Pas de problèmes d'accès mais moins concernés que la campagne. Proposition :

- Mettre en place regroupements administratifs et des bus itinérants.
- Mettre à disposition des usagers des agents qui pourraient être formés à répondre et à aider les usagers sur tous les formulaires.

### Rapporteur 7

Trois sujets

- Trop de strates : fusionner les communes et supprimer les intercommunalités, Métropoles ou région ? Redéfinir rôles de chacun.
- Rationaliser : plus efficaces : plus de numérisation, éviter doublon, déconcentrer au plus près usager.
- Répondre aux besoins de proximité : hôpitaux, enfance
  - Clarifier, informer associer gens aux décisions, besoin de proximité alors que l'on a eu plusieurs lois de décentralisation et augmentation du nombre de fonctionnaire par rapport à la population.

Quelles pistes ?

- Prendre exemple sur le privé : les entreprises ont pu le faire.

Par exemple de nouveaux services informatiques et numériques. Cependant tout le monde ne



s'en contente pas, il faudrait développer :

- des services avec des responsables polyvalents, capables de les orienter,
- des services mobiles à déployer davantage par les mairies pour les services de proximité.

Peut-être plus de solidarité entre voisins, notamment intergénérationnelle car l'état ne peut pas tout faire.

### **Rapporteur 8**

Soit département soit région.

Difficultés ; permis de construire.

Hôpitaux : manque de médecins et d'infirmiers criant.

Regrouper infos sur même service base de données.

## **Débat général**

**Intervention 1** : Il ne faut pas sous-estimer l'utilité du département pour politiques d'ensemble et ne pas avoir des équipements en doublon. On a besoin de gouvernance d'ensemble.

**Intervention 2** : Problème du financement des projets multi compétence simplifier les compétences et les tâches administratifs par ex un seul financement au lieu de plusieurs

**Intervention 3** : 3 zone blanches à la Garenne-Colombes tout numérique serait impossible : En effet comment mettre en place de la télémédecine si on a encore des zones blanches ? Par ailleurs la Télémédecine doit être exercée par des fonctionnaires afin de présenter des garanties de qualité et de contrôle.

**Précision de Christine Hennion** : Plan gouvernement qui va déployer 4 G partout sur le territoire

**Intervention 4** : Il existe des associations qui développent le haut débit localement. On pourrait aider ces associations alors que infrastructures mises en place par les opérateurs du secteur sont très chères pour les petites communes.